

## La conséquence inattendue de l'affaire des « Gilets Jaunes »

*Jean-Jacques Perquel*  
*6 mars 2019*

La population des « gilets jaunes » correspond à celle des « pauvres blancs » américains (poor white men) tels que décrits par Steinbeck. A la différence de l'Amérique où cette population était misérable, les correspondants français ne le sont pas mais ils ont peur de le devenir. En effet la modernisation dans un monde ouvert provoque un triple phénomène :

a) Disparition d'une classe intermédiaire, (caissière, secrétaire, employés de bas rang dans les administrations publiques et privées qui sont les éléments dominants de la petite bourgeoisie), groupe social que la France a développé en laissant se détériorer notre industrie ;

b) Prolétarianisation des personnes dont le niveau d'études est peu évolué. On découvre ainsi dans le monde que les pays à forte robotisation (Allemagne, Grande Bretagne, Etats-Unis, Japon, Corée du Sud) ont atteint le « plein emploi » (moins de 4 % de chômeurs) mais en développant des salaires très bas pour les catégories de travailleurs faiblement « culturés ». Jusqu'à présent la France n'a pas accepté ce modèle, préférant protéger les salariés de base (SMIC assez élevé) et les chômeurs ;

c) Amélioration du niveau de vie de la part de la population qui a eu le courage de faire des études poussées, essentiellement scientifiques.

La politique du gouvernement consiste à essayer de concilier deux impératifs opposés :

a) Faire entrer la France dans le monde industriel moderne (c'est le B.P.I., les baisses d'impôts sur le Capital-Actions et leurs hausses sur le Capital Immobilier) ;

b) Eviter la prolétarianisation des individus non diplômés ou diplômés dans des secteurs d'accès facile mais à faibles débouchés. Par contre la politique française de relativement hauts salaires donne une impression d'appauvrissement. En effet si la hausse annuelle est plutôt plus forte que celle des pays voisins, on constate que les besoins augmentent plus vite encore (informatique, téléphones, possibilités de vacances dues à l'abondance des jours fériés, etc.). Ainsi un sondage récent illustre cette approche. A la question : les différentes mesures prises par le Gouvernement en faveur des salariés ont-elles amélioré leur pouvoir d'achat, 82 % des individus interrogés ont répondu négativement.

Les gilets jaunes partagés entre opposants de droite et de gauche + casseurs aux deux extrêmes de l'échiquier politique s'unissent sur une analyse qui rappelle celle des « deshérités » américains. La cause de leurs difficultés vient, selon leur analyse, de « scapegoats » : les « riches » quand ce ne sont pas les chômeurs, les minorités religieuses ou la « camarilla » des membres du LGBT. Leur solution est simple : il suffit d'augmenter le pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs et des retraités. Le « comment » ne se pose pas « il suffit d'augmenter les impôts des riches » (ignorant d'ailleurs que quelques-uns ont déjà quitté nos frontières (ce qui a d'ailleurs pour effet d'augmenter d'autant les impôts des autres citoyens, gilets jaunes compris).

Un certain nombre de mesures ont d'ailleurs été prises en faveur des bas revenus tandis que les dégradations ont abimé l'économie française. Essayons d'en voir les conséquences : les dégâts et les résultats économiques.

## **I . Les dégâts**

Ils sont à la fois économiques et psychologiques.

a) Les destructions de vitrines, de bornes routières de contrôle de vitesse, de vols et de destructions à l'intérieur de magasins représentent un certain nombre de millions à répartir entre les commerçants eux-mêmes, leurs assurances et l'Etat. Plus grave sont les mises en chômage partiel d'environ 70.000 personnes et surtout le danger de liquidation de petits magasins qui ont déjà naturellement des difficultés à survivre.

b) Psychologiquement les dégâts sont plus importants. Il y a un ralentissement du nombre de visiteurs étrangers au risque d'une détérioration aggravée de notre balance des paiements. Mais surtout un manque de confiance des français eux-mêmes. Ils ont cru que ces manifestations se limiteraient à une réclamation contre les excès de la fiscalité (comme les bonnets rouges bretons). Ils pensent de plus en plus que cela représente un refus du monde actuel par une certaine catégorie d'individus victimes de la modernisation mais dont l'influence du fait du caractère spectaculaire de leurs manifestations est capable de déstabiliser l'économie française (en particulier si l'on tient compte du fait que les mesures prises pour calmer la grogne des manifestants vont aggraver le poids de la dette qu'auront à supporter les jeunes générations).

## **II . Les réalités économiques**

Elles sont de deux ordres :

a) Une amélioration réelle du pouvoir d'achat des français et cela pour plusieurs raisons :

- i) baisse d'impôts (baisse de la taxe d'habitation par exemple qui commence à faire son effet, et diverses mesures en faveur des employés des entreprises privées,
- ii) ralentissement de la consommation en fin d'année en particulier les samedis.

Malgré le sondage précédemment cité, la confiance semble renaître provoquant à la fois en janvier une amélioration sensible de la consommation et des placements en Caisses d'Epargne (malgré un taux sensiblement inférieur à celui de l'inflation).

b) Une certaine reprise des travaux publics pour corriger les effets des détériorations.

## **Conclusion**

Cette histoire de «gilets jaunes» repose sur deux paradoxes :

A) Ils ont au début donné l'impression au public qu'il s'agissait d'obtenir des baisses d'impôts (style bonnets rouges) d'où un consensus général de la population et il est étonnant qu'il ne se soit trouvé dans les sondages que 70 % des Français qui leur est été favorable.

B) Le principal paradoxe est à la fois le petit nombre de gilets jaunes en valeur relative et leur nocivité en valeur absolue. Deux chiffres expliquent ce phénomène. Au plus fort de cette crise les intentions de vote étaient de 13 % en leur faveur soit près de 5 millions de personnes et ils n'en ont

« alignés » que 200.000 C'est un montant énorme pour l'occupation de rues des grandes villes mais cela reste très faible par rapport à l'ensemble de la population.

Au total on peut dire qu'il pourrait s'agit pour la France d'un « incident de parcours » jusqu'à présent moins grave que les troubles de 1947 et 1948 et ceux de Mai 68 .On peut souhaiter qu'il se termine très vite.

---